

AP n° 2021-EP-29-IC

**ARRETE PREFECTORAL D'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE
relative à la demande d'autorisation environnementale de construire
et d'exploiter un parc éolien dit « Parc éolien Le Souffle d'Espoir »
sur le territoire de la commune de Songy
(6 éoliennes + 1 double poste de livraison)
présentée par la SARL Le Souffle d'Espoir**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment son livre V ;

Vu les articles L. 123-1 à L. 123-19 et R. 123-1 à R. 123-24 et R. 512-14 du code de l'environnement relatifs aux enquêtes publiques ;

Vu l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

Vu l'ordonnance consolidée n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;

Vu la demande présentée le 27 mars 2019 puis complétée le 7 août 2020 par la SARL le Souffle d'Espoir, dont le siège social est situé 42 rue de Champagne 51240 Vitry-la-Ville, en vue d'obtenir, dans la dernière version de sa demande, l'autorisation environnementale de construire et d'exploiter 6 éoliennes et 1 double poste de livraison sur le territoire de la commune de Songy, ressortissant aux installations classées par référence à la rubrique n° 2980-1 A de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Vu l'avis formulé par la Mission régionale de l'autorité environnementale en date du 14 janvier 2021 ;

Vu le rapport du 21 janvier 2021 de l'inspection des installations classées constatant la recevabilité de la demande ;

Vu la décision n° E21000006/51 du 04 février 2021 de Monsieur le Vice-Président du Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, désignant Monsieur Jean-Daniel COUROT comme commissaire-enquêteur pour diriger l'enquête publique.

Considérant la situation sanitaire exceptionnelle et les dispositions nationales mises en œuvre ;

Sur proposition de Madame la Directrice départementale des territoires.

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Il sera procédé, sur le territoire de la commune de Songy, à une enquête publique sur le projet susvisé, présenté par la SARL Le Souffle d'Espoir, référencée sous le n° SIRET 797 540 077 000 14 (siège social), du vendredi 9 avril 2021, à 08 heures 30, au mercredi 12 mai 2021 inclus à 12 heures.

Article 2 : A cet effet, l'intégralité du dossier au format papier, comportant notamment une étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et le mémoire en réponse du porteur de projet le cas échéant, sera consultable en mairie de Songy. Ce dossier est consultable dans cette commune aux jours et heures habituels d'ouverture de cette mairie et lors des permanences du commissaire enquêteur.

L'intégralité du dossier, sous forme électronique, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale et, le cas échéant, le mémoire en réponse du porteur de projet seront également consultables :

- en mairie de Songy, commune siège de l'enquête publique, sur un ordinateur/une tablette mis à la disposition du public ;
- sur le site internet des services de l'Etat (www.marne.gouv.fr).

Les intéressés pourront consigner leurs observations, propositions et contre-propositions sur le registre à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, ouvert à cet effet en mairie de Songy (21 grande rue - 51240 Songy) aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie, et durant les permanences du commissaire-enquêteur, ou les adresser pendant toute la durée de l'enquête :

- par correspondance à la mairie de Songy, commune siège de l'enquête publique, à l'attention du commissaire-enquêteur, qui les insérera et annexera au dit registre ;
- par voie électronique à : ddt-seepr-icpe@marne.gouv.fr. Les observations transmises par voie électronique seront communiquées par la Direction départementale des territoires (DDT) au commissaire-enquêteur. La DDT se chargera également de la mise en ligne de ces observations sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne (www.marne.gouv.fr).

Il ne pourra être pris en considération par le commissaire-enquêteur que les observations parvenues avant la date de clôture de l'enquête publique. Le dossier dématérialisé sera consultable en mairie de Songy, lors des permanences en cette commune, et également sur le site www.marne.gouv.fr.

Article 3 : Monsieur Jean-Daniel COUROT, colonel de l'armée de terre retraité, en qualité de commissaire-enquêteur par la décision susvisée, siègera afin de recueillir les déclarations éventuelles des intéressés :

à la mairie de Songy:

- vendredi 9 avril 2021 de 08h30 à 11h30 ;
- lundi 26 avril 2021 de 13h30 à 16h30 ;
- mercredi 5 mai 2021 de 9h00 à 12h00 ;
- mercredi 12 mai de 9h00 à 12h00.

Article 4 : Pour se rendre en Mairie, le port du masque est obligatoire et il conviendra d'apporter son propre stylo. Toutes les règles sanitaires en vigueur afin d'éviter la propagation du virus Covid 19 seront mises en œuvre par la commune.

Article 5 : L'enquête publique devra être annoncée dans un rayon de 6 kilomètres autour du site concerné au moyen d'avis affichés où ils pourront être aisément consultés, notamment en mairies d'Ablancourt, Aulnay l'Atre, Cheppes-la-Prairie, Coole, Couvrot, Drouilly, Faux-Vesigneul, La Chaussée-sur-Marne, Loisy-sur-Marne, Maisons-en-Champagne, Omey, Pogny, Pringy, Saint-Martin-aux-Champs, Soulanges, Togny-aux-Boeufs et Vitry-la-Ville.

Ces avis seront placardés au plus tard quinze jours avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Ils porteront en caractères apparents, notamment, la nature des installations projetées, leurs emplacements, le nom et la qualité du commissaire enquêteur, ainsi que les jours et heures où peuvent être reçues les observations du public.

L'accomplissement de cette formalité sera certifié par chaque maire concerné par le biais d'un certificat d'affichage adressé, dès la fin de l'enquête publique, à la direction départementale des territoires.

En outre, dans les mêmes conditions et sauf impossibilités matérielles justifiées, le responsable du projet procède à l'affichage (affiche de couleur jaune, format A2) du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation des projets.

L'enquête sera également annoncée dans deux journaux d'annonces légales diffusés dans le département de la Marne, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelée dans les huit premiers jours de celle-ci dans ces deux mêmes journaux.

Par ailleurs, l'avis d'enquête publique sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne : www.marne.gouv.fr

Article 6 : Les mesures d'information du public prévues à l'article 5 ci-dessus s'effectueront aux frais du demandeur.

Article 7 : A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête déposé en mairie de Songy est clos par le commissaire enquêteur.

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet, et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Article 8 : Dans un délai de 30 jours à compter de la clôture de l'enquête publique, le commissaire enquêteur renverra le dossier de l'enquête à la Direction départementale des territoires – Service environnement, eau, préservation des Ressources – Cellule procédures environnementales, 40, Boulevard Anatole France – CS 60554 – 51037 Châlons-en-Champagne cedex, le registre et les pièces annexées, avec son rapport, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables aux projets.

Passé ce délai de 30 jours, si le commissaire enquêteur n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni présenté au Préfet, après avis du pétitionnaire, conformément à la faculté qui lui est octroyée à l'article L.123-15 du code de l'environnement, une demande motivée de report de ce délai, il est fait application des dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 123-15 précités, lequel prévoit, après accord du pétitionnaire et après mise en demeure du commissaire enquêteur, de demander au Président du Tribunal administratif de dessaisir le commissaire enquêteur et de lui substituer un nouveau commissaire enquêteur.

Article 9 : Le préfet de la Marne est l'autorité compétente pour prendre par arrêté les décisions relatives à la demande d'autorisation environnementale.

Concernant la demande présentée par la SARL Le Souffle d'Espoir, des informations peuvent être demandées auprès de Madame FRISCH-GAUTHIER, responsable du dossier, par mail à «dorothee.frisch@calyce-developpement.fr» ou par voie postale, à la SARL Le Souffle d'Espoir, 42 rue de Champagne 51240 Vitry-la-Ville.

Des informations peuvent également être demandées à la Direction départementale des territoires, par mail à l'adresse «ddt-seepr-icpe@mame.gouv.fr», ou par voie postale à DDT 51 – Service environnement, eau, préservation des ressources – Cellule procédures environnementales – 40 boulevard Anatole France – CS 60554 – 51037 Châlons-en-Champagne Cedex.

Article 10 : Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public à la DDT de la Marne – Service Environnement, Eau, Préservation des Ressources – Cellule procédures environnementales ou en mairie des communes d'Ablancourt, Aulnay l'âtre, Cheppes-la-Prairie, Coole, Couvrot, Drouilly, Faux-Vesigneul, La Chaussée-sur-Marne, Loisy-sur-Marne, Maisons-en-Champagne, Omev, Pogny, Pringy, Saint-Martin-aux-Champs, Soulanges, Togny-Aux-Boeufs et Vitry-la-Ville et consultables sur le site internet des services de l'Etat (www.marne.gouv.fr) pendant un an.

Article 11 : Les conseils municipaux des communes de Songy, Ablancourt, Aulnay l'Atre, Cheppes-la-Prairie, Coole, Couvrot, Drouilly, Faux-Vesigneul, La Chaussé-sur-Marne, Loisy-sur-Marne, Maisons-en-Champagne, Omev, Pogny, Pringy, Saint-Martin-aux-Champs, Soulanges, Togny-Aux-Boeufs et Vitry-la-Ville sont appelés à donner leur avis sur cette demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête publique.

Cet avis ne sera pris en considération que s'il est exprimé au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

Article 12 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne, Mesdames et Messieurs les Maires des communes de Songy d'Ablancourt, Aulnay l'Atre, Cheppes-la-Prairie, Coole, Couvrot, Drouilly, Faux-Vesigneul, La Chaussé-sur-Marne, Loisy-sur-Marne, Maisons-en-Champagne, Omev, Pogny, Pringy, Saint-Martin-Aux-Champs, Soulanges, Togny-Aux-Boeufs et Vitry-la-Ville. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée pour information au Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, à l'inspection des installations classées, au pétitionnaire et au commissaire enquêteur.

Fait à Châlons-en-Champagne, le **23 FEV. 2021**

**Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des territoires**


Catherine ROGY